

# AUPLATA

---

S.A. au Capital de 4.650.124, 75 €  
Siège Social : 15/19, rue des Mathurins  
75009 PARIS

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2011

*Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011*

---

## AUPLATA

---

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société AUPLATA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre opinion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans les notes suivantes de l'annexe des comptes semestriels consolidés :

- La note 2.2 « Réconciliation entre les comptes au 30 juin 2010 publiés et ceux présentés en comparatif » de l'annexe rappelle que la première adoption du Groupe aux normes comptables internationales telles qu'adoptées dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés a été effective au 31 décembre 2010 et partant que les comptes du 30 juin 2010 antérieurement publiés ont fait l'objet de retraitements. Le paragraphe 5 « Tableau de passage au 30 juin 2010 » présente le rapprochement entre les comptes préparés selon les principes comptables français et les comptes consolidés arrêtés en normes IFRS .
- Les notes « 3 Périmètre de consolidation », « 4.3 Titres de participation mis en équivalence » et « 4.13 Instruments financiers dérivés » exposent les différents enregistrements comptables appliqués suite à l'opération effectuée avec la société COLUMBUS GOLD CORPORATION dans le cadre du protocole d'accord signé fin 2010 portant sur les actions de votre filiale SOTRAPMAG détenant les titres miniers Paul Isnard.
- La note 2.5 « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe dans son deuxième paragraphe précise que, lors de la préparation des états financiers, la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retient certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et principalement les droits miniers inscrits en immobilisations incorporelles ; estimations relatives aux droits miniers qui, sur cette période, se lisent notamment au regard des événements postérieurs à la clôture tels que définis à la note 2.5.1 de l'annexe et exposés dans le rapport financier.
- La note 4.6.1 « Ventilation de la charge d'impôt » présente l'impact de la seconde loi de finances du 19 septembre 2011 relative à la limitation du report en avant des déficits.

---

**AUPLATA**

---

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2011

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

*Fait à Paris, le 28 octobre 2011*

Le Commissaire aux Comptes



COREVISE  
Stéphane MARIE



# **AUPLATA**

Société anonyme au capital de 4.650.124,75 Euros  
Siège social : 15/19 rue des Mathurins 75009 Paris  
R.C.S. PARIS 331 477 158

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## SOMMAIRE

<b>RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL</b> .....	<b>4</b>
<b>COMPTES CONSOLIDÉS</b> .....	<b>7</b>
<b>ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS</b> .....	<b>12</b>
<b>1 INFORMATIONS GÉNÉRALES</b> .....	<b>13</b>
<b>2 PRINCIPES COMPTABLES</b> .....	<b>13</b>
<b>2.1 Base de préparation des états financiers</b> .....	<b>13</b>
<b>2.2 Réconciliation entre les comptes au 30 juin 2010 publiés et ceux présentés en comparatif</b> .....	<b>13</b>
<b>2.3 Principes de consolidation</b> .....	<b>13</b>
<b>2.4 Référentiel comptable</b> .....	<b>13</b>
<b>2.5 Méthodes et règles d'évaluation</b> .....	<b>14</b>
2.5.1 Événements postérieurs à la date de clôture .....	14
2.5.2 Résultat par action .....	14
2.5.3 Regroupement d'entreprise.....	14
2.5.4 Pertes de valeur.....	15
2.5.5 Immobilisations incorporelles .....	15
2.5.6 Immobilisations corporelles.....	15
2.5.7 Actifs (ou Groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession .....	15
2.5.8 Contrats de location .....	16
2.5.9 Actifs financiers.....	16
2.5.10 Stocks, encours et reconnaissance des revenus.....	16
2.5.11 Créances et dettes .....	16
2.5.12 Écarts de conversion – Risques de change .....	16
2.5.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	16
2.5.14 Provisions pour risques et charges.....	16
2.5.15 Provision pour remise en état des sites .....	17
2.5.16 Impôts différés et situation fiscale latente .....	17
2.5.17 Actions propres.....	17
2.5.18 Paiement en action.....	17
2.5.19 Instruments financiers dérivés .....	18
2.5.20 Crédit d'impôt recherche (CIR).....	18
2.5.21 Actifs et passifs éventuels.....	18
2.5.22 Engagements de retraite.....	18
<b>3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION</b> .....	<b>19</b>
<b>4 NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS</b> .....	<b>19</b>
<b>4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles</b> .....	<b>19</b>
4.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles .....	19
4.1.2 Flux d'immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs brutes).....	20
4.1.3 Flux d'amortissements et de pertes de valeur des actifs incorporels et corporels.....	20
<b>4.2 Autres actifs financiers</b> .....	<b>20</b>
<b>4.3 Titres de participation mis en équivalence</b> .....	<b>20</b>
<b>4.4 Stocks et encours</b> .....	<b>20</b>
<b>4.5 Autres actifs non courants et courants</b> .....	<b>21</b>
<b>4.6 Impôts sur les sociétés</b> .....	<b>21</b>
4.6.1 Ventilation de la charge d'impôt .....	21
4.6.2 Ventilation des impôts différés par nature .....	21
4.6.3 Dettes et créances d'impôt.....	21
<b>4.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie</b> .....	<b>21</b>
<b>4.8 Actifs destinés à la vente</b> .....	<b>21</b>

<b>4.9</b>	<b>Capitaux propres</b> .....	<b>21</b>
4.9.1	Évolution du capital.....	22
4.9.2	Actionnariat.....	22
<b>4.10</b>	<b>Paiements en actions</b> .....	<b>22</b>
<b>4.11</b>	<b>Résultat par action</b> .....	<b>22</b>
<b>4.12</b>	<b>Variation des provisions pour risques et charges</b> .....	<b>23</b>
<b>4.13</b>	<b>Instruments financiers dérivés</b> .....	<b>23</b>
<b>4.14</b>	<b>Emprunts et dettes financières</b> .....	<b>23</b>
4.14.1	Variation des emprunts et dettes financières.....	23
4.14.2	Échéancier des emprunts et dettes financières.....	23
<b>4.15</b>	<b>Emprunts obligataires</b> .....	<b>24</b>
<b>4.16</b>	<b>Autres passifs courants et non courants</b> .....	<b>24</b>
<b>4.17</b>	<b>Engagements et passifs éventuels</b> .....	<b>24</b>
<b>4.18</b>	<b>Ventilation du chiffre d'affaires</b> .....	<b>24</b>
<b>4.19</b>	<b>Production immobilisée</b> .....	<b>24</b>
<b>4.20</b>	<b>Charges d'exploitation</b> .....	<b>24</b>
4.20.1	Ventilation des achats consommés.....	24
4.20.2	Autres charges d'exploitation nettes des produits.....	25
<b>4.21</b>	<b>Dotations et reprises aux amortissements et provisions</b> .....	<b>25</b>
<b>4.22</b>	<b>Coût de l'endettement</b> .....	<b>25</b>
<b>4.23</b>	<b>Notes relatives au tableau de flux de trésorerie</b> .....	<b>25</b>
	Détermination de la capacité d'autofinancement.....	25
<b>4.24</b>	<b>Notes relative aux parties liées</b> .....	<b>26</b>
<b>4.25</b>	<b>Information sectorielle</b> .....	<b>26</b>
4.25.1	Information par groupe d'activité.....	26
4.25.2	Informations par zone géographique.....	26
<b>5</b>	<b>TABLEAUX DE PASSAGE AU 30 JUIN 2010</b> .....	<b>27</b>
5.1	Tableau de passage du bilan consolidé principe comptable Français au bilan consolidé IFRS au 30 juin 2010.....	27
5.2	Tableau de passage du Compte de Résultat consolidé principe comptable Français au compte de résultat consolidé IFRS au 30 juin 2010.....	28
<b>6</b>	<b>AUTRES NOTES</b> .....	<b>28</b>
6.1	Effectifs.....	28
6.2	Rémunération des mandataires sociaux.....	28
6.3	Faits exceptionnels.....	28
<b>7</b>	<b>LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES</b> .....	<b>29</b>

# RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL

Le Groupe AUPLATA (le « Groupe ») a réalisé au cours du semestre un chiffre d'affaires de 4,9 M€, contre 2,7 M€ pour la même période en 2010, soit une évolution de +81 %.

Le résultat opérationnel s'élève à 0,1 M€, contre 5,0 M€ en 2010, sachant qu'au 30 juin 2010 a été constaté un écart d'acquisition négatif de 6,3 M€ dû à l'intégration d'ARMINA RESSOURCES MINIÈRES.

La perte nette ressort à 3,1 M€ et s'explique essentiellement par une charge d'impôts différés de 2,8 M€ suite à la seconde loi de Finances du 19 septembre 2011. Cette loi vient en effet limiter le report en avant des déficits en les plafonnant à 1 M€ et, lorsque le déficit est supérieur à ce montant, à 60% de la fraction du bénéfice imposable dudit exercice qui excède 1 M€. De ce fait, le Groupe n'est plus en mesure de reconnaître certains impôts différés actifs. .

## 1 FAITS MARQUANTS

### 1.1 Accord avec COLUMBUS GOLD

AUPLATA a signé fin 2010 avec COLUMBUS GOLD CORPORATION (« COLUMBUS GOLD »), société d'exploration aurifère canadienne cotée sur le marché TSX de la bourse de Toronto (Canada), un protocole d'accord portant sur les titres miniers détenus par le Groupe à travers sa filiale à 100% SOTRAPMAG, sur le site de Paul Isnard, assorti d'une prise de participation d'AUPLATA au capital de COLUMBUS GOLD.

En vertu de cet accord, la société COLUMBUS GOLD s'est engagée à réaliser un montant minimum de dépenses d'exploration de 7 MUSD au cours des deux années suivant l'entrée en vigueur de l'accord, dont 2 MUSD au cours de la première année. Ces dépenses d'exploration constituent le prélude à une exploitation industrielle de grande taille et de forte production sur ces titres miniers, situés dans le secteur dit de la Montagne d'Or.

En contrepartie de ses dépenses d'exploration et de 34% de ses titres émis en faveur d'AUPLATA, COLUMBUS GOLD bénéficie d'une option lui permettant de détenir 51% des titres miniers Paul Isnard. Ce pourcentage de détention peut monter à 100% sous la condition, pour COLUMBUS GOLD, de réaliser une étude de faisabilité, selon les normes canadiennes, dans un délai maximum de 4 ans suivant l'entrée en vigueur de l'accord.

L'ensemble des conditions suspensives a été levé et l'accord est entré en vigueur le 29 juin 2011. Il est précisé qu'à cette date COLUMBUS GOLD a émis 30 276 266 titres au profit d'AUPLATA, soit environ 34% de son capital post money.

Dans les comptes consolidés au 30 juin 2011, les titres reçus de la société COLUMBUS GOLD ont été comptabilisés par mise en équivalence. L'enregistrement comptable de cette opération d'échange est détaillé aux Notes 2.5.19, 4.3 et 4.13 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 1.2 Augmentations de capital

#### 1.2.1 Relative à l'exercice des BSAR

Du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 3 mars 2011, 3 415 938 BSAR ont été exercés, générant la création de 569 323 actions nouvelles de 0,25 € de nominal chacune, émises au prix unitaire de 3,66 euros par action, soit une augmentation de capital de 142 331,75 € faisant ainsi passer le capital social de la Société de 4 263 050,50 € à 4 405 381,25 €.

Les Bons de Souscription d'Actions Remboursables émis et attribués à l'ensemble des actionnaires détenteurs de titres AUPLATA au 26 février 2010 et non exercés au 3 mars 2011 sont arrivés à expiration et ont été radiés de la cote le 3 mars 2011.

#### 1.2.2 Avec maintien du DPS

AUPLATA a lancé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (DPS) dont la souscription s'est déroulée du 5 au 24 mai 2011 inclus. Le Conseil d'Administration du 6 juin 2011 a constaté la création de 978 974 nouvelles actions émises au prix unitaire de 2,50 € par action. Cette augmentation de capital a permis de lever un montant de 2 447 435 € prime d'émission incluse. À l'issue de l'opération, le capital d'AUPLATA se monte à 4 650 124,75 € et est composé de 18 600 499 actions.

### 1.3 Coupon obligataire

Le premier coupon d'un montant de 431.520 Euros a été versé aux obligataires le 1<sup>er</sup> mars 2011.



## **2 ACTIVITÉ**

### **2.1 Production**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011 la production du Groupe s'est élevée à 161 kg contre 109 kg pour la même période en 2010, soit une progression de 48%.

Les ventes d'or se sont élevées à 4,7 M€ au premier semestre 2011 contre 2,7 M€ au premier semestre 2010, soit une progression de 76%.

Le prix moyen de vente du kg d'or s'est monté à 33 255 € en progression de 6% par rapport au semestre précédent.

### **2.2 Titres miniers**

Le Permis d'Exploration (PER) Bon Espoir, détenu par la filiale ARMINA RESSOURCES MINIÈRES SARL, octroyé par arrêté ministériel, en date du 17 février 2010 et publié au JO le 2 mars 2010 sur une superficie de 84 km<sup>2</sup> arrivant à échéance, une demande de 2<sup>nd</sup> renouvellement a été déposée auprès du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement en date du 30 juin 2011. L'instruction est en cours.

### **2.3 Activités d'exploration**

La campagne de forages réalisée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2011, en continuité des premiers travaux de géologie menés fin 2010, sur les secteurs de Couasse et de Carbet Mitan situés dans la zone du PER, a confirmé l'existence de zones minéralisées en or particulièrement encourageantes. Située à proximité des installations minières de Dieu-Merci, cette zone s'inscrit dans la continuité des zones minéralisées déjà identifiées dans le cadre de la campagne de prospection menée fin 2010 sur les concessions de Dieu Merci.

Ces forages positifs ont ainsi permis de délimiter une zone minéralisée s'étendant sur une superficie de 500 m par 200 m et jusqu'à une profondeur de 30 m maximum. Cette zone minéralisée pourra être confirmée et délimitée plus précisément par un programme de tranchées qui permettra d'avoir une meilleure définition de leurs extensions.

Les résultats de ces campagnes géologiques permettront à AUPLATA de déposer, plus rapidement que prévu, une demande de Permis d'Exploitation sur la zone concernée, afin de permettre à terme une exploitation de la zone à partir des installations minières de Dieu Merci.

En fonction des résultats des tranchées, des forages complémentaires pourraient être réalisés.

## **3 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS**

### **3.1 Programme exploration Bon Espoir**

Un programme d'exploration a été lancé sur le PER Bon Espoir afin d'honorer les engagements de dépenses de 560 K€ sur la durée du permis arrivant à échéance le 31 octobre 2011.

### **3.2 Suspension de la construction de l'usine de thiosulfate**

Depuis l'assemblée générale du 16 juin 2011, les travaux relatifs au projet d'usine de retraitement au thiosulfate se sont poursuivis et la réalisation des plans de détails, les chiffrages, les consultations de fournisseurs possibles, l'évaluation des quantités et du coût des réactifs et de l'énergie sont désormais connus avec précision. Ces données ont mis en évidence deux facteurs défavorables :

- le coût de la réalisation de l'usine, compte tenu des conditions économiques locales défavorables en termes de fournitures et de logistique et d'un dimensionnement plus important qu'anticipé des principaux équipements, s'élèverait entre 7 M€ et 8 M€;
- les consommations d'énergie, du fait de la taille de l'usine et des temps de réaction des réactifs chimiques seraient beaucoup plus élevées qu'anticipé.

Dans ces conditions, la direction et le Conseil d'administration d'AUPLATA ont donc jugé plus prudent de suspendre ce projet représentant un investissement élevé et dont les conditions de rentabilité sont aujourd'hui jugées insuffisantes au regard des aléas économiques et des consommations d'énergie et de réactifs nécessaires.

Toutefois, la réactivation de ce projet pourrait être envisagée si les coûts de l'énergie nécessaires à l'usine devenaient équivalents à ceux pratiqués en France métropolitaine.

De plus la direction et le Conseil d'administration d'AUPLATA estiment qu'au regard du niveau de professionnalisme des équipes du Groupe et de la qualité des installations industrielles, il apparaissait légitime d'envisager de déposer des demandes d'autorisation pour la mise en œuvre de techniques de récupération chimiques moins coûteuses, plus efficaces et intrinsèquement plus rentables que le procédé au thiosulfate de sodium. L'utilisation de la cyanuration, technique chimique sûre, répandue et couramment employée par les grands acteurs miniers mondiaux permettrait de concevoir une exploitation durablement rentable et moins dépendante des variations de l'or ou des contraintes économiques de Guyane française. Le Groupe entend donc initier prochainement des démarches en ce sens auprès des autorités administratives concernées et ainsi poursuivre le travail constructif entamé pour le procédé au thiosulfate de sodium.

A ce stade et au regard des perspectives attendues, la direction et le Conseil d'administration d'AUPLATA considèrent que la suspension de la construction de l'usine n'est pas de nature à modifier significativement ses meilleures estimations quant à la valeur de ses actifs miniers au 30 juin 2011.

### **3.3 Acquisition de matériels de carrière**

Pour renouveler son parc vieillissant dont le coût de maintenance est de plus en plus élevé, le Groupe a acquis 7 pelles neuves en défiscalisation. À ce jour l'ensemble des pelles a été livré.

# **COMPTES CONSOLIDÉS**

## **Du 01/01/2011 au 30/06/2011**

## BILAN CONSOLIDÉ

En K€	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
<b>ACTIF</b>				
<b>Actifs non courants</b>		<b>71 722</b>	<b>33 217</b>	<b>54 793</b>
Écarts d'acquisition				
Immobilisations incorporelles	4.1	47 424	25 240	47 249
Immobilisations corporelles	4.1	7 848	6 707	7 286
Immeubles de placement				
Actifs financiers : prêts et créances	4.2	236	41	252
Actifs financiers : titres non consolidés		1	1 228	6
Titres mis en équivalence	4.3	16 214		
Impôt différé				
Autres actifs non courants				
<b>Actifs courants</b>		<b>5 448</b>	<b>5 713</b>	<b>3 500</b>
Stocks et en-cours	4.4	420	770	363
Clients et comptes rattachés		624	456	142
Autres actifs courants	4.5	445	277	275
Créance d'impôt	4.6.3	292	236	361
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	4.7	3 667	3 974	2 359
<b>Actifs destinés à la vente</b>				
<b>Total de l'actif</b>		<b>77 171</b>	<b>38 929</b>	<b>58 293</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	4.9	<b>37 870</b>	<b>25 115</b>	<b>36 357</b>
Capital		4 650	4 258	4 263
Primes		38 796	34 758	34 821
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		42	(4)	3
Réserves et résultat consolidés		(5 618)	(13 898)	(2 730)
<b>Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>				
<b>Passifs non courants</b>		<b>31 169</b>	<b>7 701</b>	<b>14 296</b>
Provisions	4.12	28	23	24
Instruments financiers dérivés	4.13	14 977	429	775
Dettes financières à plus d'un an	4.14	4 846	5 742	5 118
Impôts différés	4.6.2	11 317	1 507	8 379
Autres passifs non courants				
<b>Passifs courants</b>		<b>8 132</b>	<b>6 113</b>	<b>7 640</b>
Provisions	4.12	1 454	1 419	1 742
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	4.14	1 104	1 121	1 426
Fournisseurs et comptes rattachés	4.16	2 810	2 240	2 399
Autres passifs courants	4.16	2 763	1 332	2 073
Impôt exigible				
<b>Passifs liés à des actifs destinés à la vente</b>				
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>77 171</b>	<b>38 929</b>	<b>58 293</b>

## **COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ**

<i>En K€</i>	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
<b>Chiffre d'affaires</b>	4.18	<b>4 885</b>	<b>2 692</b>	<b>7 258</b>
Production immobilisée	4.19	1 849	737	2 723
Production stockée			241	(48)
Autres produits de l'activité		290		182
Achats consommés	4.20.1	(4 116)	(2 448)	(5 286)
Charges de personnel		(2 625)	(1 819)	(4 247)
Impôts et taxes		(109)	(56)	(187)
Dotations aux amortissements et provisions	4.21	(1 360)	(1 672)	(3 517)
Écarts d'acquisition négatifs			6 290	18 676
Autres charges d'exploitation nettes des produits	4.20.2	1 283	1 076	1 153
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>96</b>	<b>5 040</b>	<b>16 706</b>
Charge d'endettement financier brut		(256)	(72)	(883)
Rémunération de la trésorerie		2	2	2
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	4.22	(254)	(70)	(880)
Autres charges et produits financiers	4.22	3		274
<b>Résultat courant</b>		<b>(154)</b>	<b>4 970</b>	<b>16 100</b>
Impôt sur le résultat	4.6.1	(2 938)	111	53
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		(5)		
<b>Résultat après impôts des activités poursuivies</b>		<b>(3 098)</b>	<b>5 081</b>	<b>16 153</b>
Résultat net des activités non poursuivies				
<b>Résultat net</b>		<b>(3 098)</b>	<b>5 081</b>	<b>16 153</b>
dont part du Groupe		(3 098)	5 081	16 153
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle				
Nombre moyen d'actions	4.11	17 826 351	16 430 715	16 440 475
Résultat net par action des activités poursuivies, en euros	4.11	(0,174)	0,309	0,983
Résultat net par action, en euros	4.11	(0,174)	0,309	0,983

## **ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>En K€</i>	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
<b>Résultat net</b>	<b>(3 098)</b>	<b>5 081</b>	<b>16 153</b>
Écarts de conversion	65	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	4
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	(22)	-	(1)
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(3 055)</b>	<b>5 081</b>	<b>16 156</b>
dont part du Groupe	(3 055)	5 081	16 156
dont part des intérêts ne conférant pas le contrôle			

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(3 098)</b>	<b>5 081</b>	<b>16 153</b>
Charges et produits calculés	4.23	1 516	(4 570)	(15 208)
Plus et moins-values de cessions	4.20.2	(15)	11	10
QP de résultat des sociétés mises en équivalence		5	-	-
<b>Capacité d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)</b>	4.23	<b>(1 591)</b>	<b>523</b>	<b>956</b>
Coût de l'endettement financier net	4.22	254	70	880
Charge d'impôt	4.6.1	2 938	(53)	(53)
<b>Capacité d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)</b>		<b>1 601</b>	<b>539</b>	<b>1 784</b>
Impôts versés	4.6.1			
Variation du besoin en fonds de roulement		(1 702)	(1 805)	(839)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>(101)</b>	<b>(1 266)</b>	<b>944</b>
<b>Opérations d'investissement</b>				
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles		(286)	(190)	(609)
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles		(2 094)	(1 944)	(4 193)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles		15	1	1
Décaissement / acquisition immobilisations financières		(42)		(263)
Encaissement / cession immobilisations financières		63	10	59
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales		-	5	1
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(2 344)</b>	<b>(2 117)</b>	<b>(5 005)</b>
<b>Opérations de financement</b>				
Augmentations de capital ou apports		4 409	2 855	2 927
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		-	-	-
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-	-
Encaissements provenant d'emprunts		114	5 416	5 761
Remboursement d'emprunts		(537)	(910)	(1 459)
Coût de l'endettement financier net	4.22	(254)	(70)	(880)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>3 732</b>	<b>7 290</b>	<b>6 348</b>
<b>Flux de trésorerie généré par les activités poursuivies</b>		<b>1 287</b>	<b>3 907</b>	<b>2 288</b>
<b>Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>1 287</b>	<b>3 907</b>	<b>2 288</b>
<i>Incidence des variations de taux de change</i>		-	-	-
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>		<b>2 359</b>	<b>66</b>	<b>66</b>
Reclassement de trésorerie	4.7	3		5
<b>Trésorerie à la clôture</b>	4.7	<b>3 648</b>	<b>3 974</b>	<b>2 359</b>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En K€</i>	Capital	Réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Part du Groupe	Part ne conférant pas le contrôle	Capitaux Propres
<b>31/12/2010</b>	<b>4 263</b>	<b>15 941</b>	(1)	<b>16 153</b>	<b>36 357</b>	-	<b>36 357</b>
<b>Résultat net</b>		-	<b>43</b>	<b>(3 098)</b>	<b>(3 055)</b>	-	<b>(3 055)</b>
Augmentation de capital <sup>(1)</sup>	387	4 022			4 409	-	4 409
Affectation du résultat		16 153		(16 153)	-	-	-
Variation de valeur des stocks options		159			159	-	159
Dividendes		-			-	-	-
Variation de l'autocontrôle sur la période		-			-	-	-
Plus-values sur actions propres		-			-	-	-
Variations de périmètre		-			-	-	-
Autres impacts		-			-	-	-
<b>30/06/2011</b>	<b>4 650</b>	<b>36 275</b>	<b>42</b>	<b>(3 098)</b>	<b>37 870</b>	-	<b>37 870</b>

(1) dont 3 415 938 BSAR ont été exercés générant la création de 569 323 actions nouvelles soit une augmentation de capital de 142 K€ pour un montant brut de 2 084 K€

<i>En K€</i>	Capital	Réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Part du Groupe	Part ne conférant pas le contrôle	Capitaux Propres
<b>31/12/2009</b>	<b>3 957</b>	<b>16 296</b>	(4)	<b>(3 583)</b>	<b>16 666</b>	-	<b>16 666</b>
<b>Résultat net</b>		-		<b>5 081</b>	<b>5 081</b>	-	<b>5 081</b>
Augmentation de capital	301	3 019			3 320	-	3 320
Affectation du résultat		(3 583)		3 583	-	-	-
Variation de valeur des stocks options		48			48	-	48
Dividendes		-			-	-	-
Variation de l'autocontrôle sur la période		-			-	-	-
Plus-values sur actions propres		-			-	-	-
Variations de périmètre		-			-	-	-
Autres impacts		-			-	-	-
<b>30/06/2010</b>	<b>4 258</b>	<b>15 780</b>	<b>(4)</b>	<b>5 081</b>	<b>25 115</b>	-	<b>25 115</b>

<i>En K€</i>	Capital	Réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat	Part du Groupe	Part ne conférant pas le contrôle	Capitaux Propres
<b>31/12/2009</b>	<b>3 957</b>	<b>16 296</b>	(4)	<b>(3 583)</b>	<b>16 666</b>	-	<b>16 666</b>
<b>Résultat net</b>		-	<b>3</b>	<b>16 153</b>	<b>16 156</b>	-	<b>16 156</b>
Augmentation de capital	306	3 085			3 391	-	3 391
Affectation du résultat		(3 583)		3 583	-	-	-
Variation de valeur des stocks options		144			144	-	144
Dividendes		-			-	-	-
Variation de l'autocontrôle sur la période		-			-	-	-
Plus-values sur actions propres		-			-	-	-
Variations de périmètre		-			-	-	-
Autres impacts		-			-	-	-
<b>31/12/2010</b>	<b>4 263</b>	<b>15 941</b>	<b>(1)</b>	<b>16 153</b>	<b>36 357</b>	-	<b>36 357</b>

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**  
**Du 01/01/2011 au 30/06/2011**



## 1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Groupe AUPLATA a pour objet principal l'exploitation minière d'or primaire. Il conduit toutes activités liées à l'exploitation de mines d'or en Guyane Française, et notamment l'extraction et le traitement du minerai, l'affinage de l'or brut produit étant sous-traité chez des industriels indépendants.

Les comptes consolidés du Groupe AUPLATA (le « Groupe ») établis selon les normes IFRS ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 25 octobre 2011.

L'exercice couvre une période de 6 mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011.

## 2 PRINCIPES COMPTABLES.

### 2.1 Base de préparation des états financiers

En application des règlements européens, les états financiers du Groupe sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables au sein de l'Union Européenne. Le Groupe prépare des états financiers consolidés condensés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondi au millier d'euros le plus proche.

### 2.2 Réconciliation entre les comptes au 30 juin 2010 publiés et ceux présentés en comparatif

Compte tenu de la première adoption du Groupe aux normes comptables internationales au 31 décembre 2010, les comptes du 30 juin 2010 antérieurement publiés ont fait l'objet de retraitements. Ainsi le paragraphe 5 présente les impacts liés au rapprochement entre les normes IFRS et les principes comptables français sur cette période.

### 2.3 Principes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient, directement ou indirectement, le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe a une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote.

Les principes de consolidation (méthode de consolidation, conversion des états financiers des sociétés étrangères, regroupements d'entreprises) sont les mêmes que pour les comptes consolidés annuels.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise d'effet du contrôle exclusif ou de l'influence notable ou jusqu'à la date de perte de celles-ci.

La consolidation est réalisée à partir de comptes établis au 30 juin 2011.

La liste des filiales et participations consolidées est présentée en Note 7 de l'Annexe. Certaines filiales non significatives au regard du Groupe ne sont pas consolidées.

### 2.4 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2011 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

- IAS 24 révisée - *Information relative aux parties liées*. Cette révision clarifie principalement les informations à fournir par les émetteurs contrôlés par un État. Cette révision n'aura pas d'incidence sur les informations communiquées dans la Note 4.23 de l'Annexe.
- Amendement à IFRIC 14 - *Paiements anticipés des exigences de financement minimal*. Cet amendement corrige une conséquence non intentionnelle de la version initiale d'IFRIC 14. Pour évaluer l'actif d'un régime d'avantages du personnel, cette interprétation interdisait dans certaines circonstances de tenir compte des cotisations versées par anticipation et pouvant être imputées en diminution des cotisations minimales futures. Le Groupe n'anticipe pas un impact relatif à cet amendement.
- IFRIC 19 - *Extinction d'un passif financier avec des instruments de capitaux propres*. Cette interprétation clarifie la comptabilisation et l'évaluation des actions émises pour éteindre un passif financier. Ce type de financement qui consiste à échanger une dette contre une participation au capital ne fait pas partie, à date, des principes de gestion du capital du Groupe.

Par ailleurs le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les nouvelles normes non encore obligatoires :

- Amendement d'IAS 1 – Présentation des états financiers
- IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents,

- IAS 19 Révisée – Avantages au personnel,
- IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises,
- IFRS 7 – Information à fournir dans le cadre des transferts d’actifs financiers,
- IFRS 9 – Instruments financiers,
- IFRS 10 – Etats financiers consolidés,
- IFRS 11 – Partenariats,
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d’autres entités,
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur.

## 2.5 Méthodes et règles d’évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l’exception des postes pour lesquels les normes IFRS requièrent une évaluation à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retiennent certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d’actifs (principalement les droits miniers inscrits en immobilisations incorporelles) et de passifs (principalement les provisions pour remise en état des sites) inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

### 2.5.1 Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements survenant entre la date de clôture et l’autorisation de leur publication par le Conseil d’Administration ne donnent lieu à un ajustement que s’ils révèlent, précisent ou confirment des situations existantes à la date de clôture.

### 2.5.2 Résultat par action

Le Groupe présente dans ses états financiers un résultat de base par action et un résultat dilué par action. Le résultat de base par action est égal au résultat net attribuable aux porteurs d’actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d’actions en circulation sur l’exercice. Le calcul du résultat dilué par action simule l’effet dilutif des plans d’attributions gratuites d’actions accordées par le Groupe.

### 2.5.3 Regroupement d’entreprise

La norme IFRS 3 révisée requiert l’application de la « méthode de l’acquisition » aux regroupements d’entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs, les passifs et passifs éventuels de l’entreprise acquise.

L’écart d’acquisition (« Goodwill ») représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise) moins le montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les éventuels écarts d’acquisition négatifs sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l’analyse de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de l’entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser sur la base d’un rapport d’un expert indépendant des titres miniers et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d’acquisition pour finaliser l’évaluation à la juste valeur à la date d’acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels obtenus.

Le Groupe enregistre, en autres charges opérationnelles, les coûts directs liés à l’acquisition, à l’exception des coûts directs liés à l’acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés directement en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue en cas de prise de contrôle. Dans le cas d’une acquisition complémentaire permettant d’obtenir le contrôle conjoint d’une société précédemment sous influence notable, l’éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue est comptabilisé en capitaux propres.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27 révisée, les rachats de minoritaires dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts à des minoritaires sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables à la société-mère de la différence entre le coût d’acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Les écarts d’acquisition ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s’il existe des indicateurs de perte de valeur. Lorsque des circonstances particulières le justifient (modifications profondes et structurelles des conditions techniques, réglementaires ou de marché, rentabilité insuffisante, etc.), une dépréciation des écarts d’acquisition est constatée, conformément à la méthodologie décrite ci-après. Une telle dépréciation n’est pas réversible.

## 2.5.4 Pertes de valeur

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute.

Pour les actifs non courants autres que les écarts d'acquisition ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque arrêté.

## 2.5.5 Immobilisations incorporelles

### 2.5.5.1 Frais de recherche minière

Les frais de recherche minière se rapportant à un projet qui, à la date de clôture des comptes, est identifiable, évaluable de manière fiable et a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont immobilisés.

Les frais de recherche minière immobilisés sont amortis à partir de la date de début d'exploitation du site, et sur la durée estimée d'exploitation.

En l'absence de découvertes d'un gisement laissant présager une probable exploitation commerciale, les dépenses d'exploration, c'est-à-dire de recherche de connaissances nouvelles sur le potentiel minier, la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone géographique sont comptabilisées immédiatement en charges en résultat opérationnel courant.

### 2.5.5.2 Droits miniers

Les droits miniers sont comptabilisés à l'actif en immobilisations incorporelles et sont évalués à leur juste valeur à la date de 1<sup>ère</sup> adoption des normes IFRS.

Les actifs incorporels relatifs aux droits miniers sont amortis à partir de la date de mise en exploitation du site minier et sur la durée estimée d'exploitation.

### 2.5.5.3 Pertes de valeur

Les immobilisations incorporelles amorties font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans le résultat opérationnel courant, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

## 2.5.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de terrains, constructions et matériels de production et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent les immobilisations, sans prendre en compte de valeurs résiduelles. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

▪ constructions et agencements	3 à 7 ans
▪ installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
▪ agencements divers	5 à 7 ans
▪ Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles directement rattachées à l'activité tiennent compte des cycles de vie estimés des produits d'exploitation. Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement, et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Les amortissements sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans le résultat opérationnel courant, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

## 2.5.7 Actifs (ou Groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Le Groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan, sans retraitement des périodes antérieures.

La perte de contrôle d'une filiale, ou une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

#### **2.5.8 Contrats de location**

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés, en contrepartie d'une dette financière, lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Les contrats de location dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

#### **2.5.9 Actifs financiers**

Les titres de participation non consolidés sont enregistrés au bilan pour leur valeur d'acquisition puis ultérieurement pour leur juste valeur si celle-ci peut être évaluée de façon fiable. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable, les titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, déduction faite des éventuelles dépréciations estimées nécessaires.

Une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres en deçà de son coût constitue également une indication objective de dépréciation. Les prêts et créances présentés en actifs financiers non courants sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

#### **2.5.10 Stocks, encours et reconnaissance des revenus**

Les stocks de matières premières, produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur de réalisation nette estimée. Le coût de revient est calculé selon la méthode FIFO ou du coût moyen pondéré.

Le minerai extrait, non traité ou en cours de traitement à la date d'arrêté des comptes, n'est pas valorisé.

L'or est valorisé sur la base des coûts de production de la mine dont il est extrait et des autres coûts engagés pour l'amener dans l'état et à l'endroit où il se trouve. Toutefois, si ce coût constaté est supérieur au cours de vente effective de l'or, vente réalisée dans les jours qui suivent l'arrêté des comptes compte tenu du mode de fonctionnement du Groupe, une provision est alors passée, provision correspondant à la différence entre ce coût de production et le prix de réalisation.

Aucun mécanisme de couverture n'est mis en place par le Groupe, les stocks d'or récurrents n'étant pas significatifs compte tenu des ventes régulièrement réalisées par le Groupe.

#### **2.5.11 Créances et dettes**

Les créances et dettes en euros sont valorisées à leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

L'identification des créances douteuses ainsi que le montant des provisions correspondantes est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives sur créances, l'analyse par ancienneté des comptes à recevoir et une estimation détaillée de comptes à recevoir spécifiques ainsi que des risques de crédit qui s'y rapportent.

#### **2.5.12 Écarts de conversion – Risques de change**

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions ou le cours de couverture. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change de clôture ou au taux de couverture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier.

#### **2.5.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus et les valeurs mobilières de placement satisfaisant aux critères retenus par IAS 7.

Les intérêts courus acquis sur des comptes à terme sont enregistrés dans les produits financiers.

#### **2.5.14 Provisions pour risques et charges**

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis à vis d'un tiers antérieure à la date de clôture, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements. Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques.

### 2.5.15 Provision pour remise en état des sites

Dans le cas d'une dégradation immédiate, la provision pour remise en état des sites est constituée immédiatement pour le montant total du coût de la remise en état, dès la réalisation de l'installation (ou de la dégradation). Ce coût total est inclus dans le coût de l'actif lié, et l'étalement du coût de la dégradation immédiate s'effectue par le biais de l'amortissement, qui est incorporé dans le coût de production. La provision pour remise en état s'enregistre dans un compte de provisions pour risques et charges.

Dans le cas d'une dégradation progressive, la provision doit être constatée à hauteur du montant des travaux correspondant à la dégradation effective du site à la date de clôture de l'exercice. Aucune provision ne peut donc être constatée pour la partie du site qui n'a pas encore été exploitée, donc dégradée. La contrepartie de cette provision est une charge.

Les obligations de remise en état des sites peuvent naître de la réalisation de :

- dégradations immédiates nécessaires à l'exploitation future (cas de campagnes de découverte, d'installations devant être démantelées...);
- dégradations progressives causées par l'exploitation ou l'extraction.

Les passifs de remise en état sont inflatés et actualisés conformément aux normes IFRS à un taux sans risque avant impôt mais tenant compte des risques spécifiques liés au passif.

Les variations de l'évaluation d'un passif existant relatif au démantèlement ou à la remise en état qui résultent des variations de l'échéancier ou du montant estimé des sorties de trésorerie représentatives d'avantages économiques nécessaires pour éteindre l'obligation, ou une variation du taux d'actualisation ou d'inflation, sont ajoutées ou déduites du coût de l'actif lié dans la période courante ; le montant déduit du coût de l'actif ne doit pas excéder sa valeur comptable. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est immédiatement comptabilisé en résultat.

Un premier adoptant n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions concernant les variations de tels passifs qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS.

Le coût de la désactualisation est comptabilisé en résultat financier.

### 2.5.16 Impôts différés et situation fiscale latente

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés, et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale.

### 2.5.17 Actions propres

Aucune action propre n'est détenue à la clôture de l'exercice.

### 2.5.18 Paiement en action

#### 2.5.18.1 Bons de souscription d'action remboursable

En date du 1<sup>er</sup> mars 2010, le Groupe a émis des bons de souscription d'actions remboursables (« BSAR ») au profit de l'ensemble des actionnaires détenteurs de titres AUPLATA au 26 février 2010. Ces instruments, échus au 1<sup>er</sup> mars 2011, étaient dénouables par la livraison d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de cash, soit 6 BSAR permettant de souscrire une action à un prix de 3,66€ par action.

Ces bons de souscription d'actions remboursables sont des instruments de capitaux propres et ne répondent pas aux critères d'instrument de dettes tels que définis par IAS 32 *-Instruments Financiers – Présentation*. Aucun impact comptable n'est à constater au regard des normes IFRS.

#### 2.5.18.2 Attributions gratuites d'actions

Le Groupe a mis en place en janvier et octobre 2010 deux plans d'attributions gratuites d'actions, en partie sous conditions de performance liée à la production d'or cumulée sur la période. La juste valeur est déterminée au prix de marché des actions de l'entité (ou à un prix de marché estimé, si les actions de l'entité ne sont pas cotées) ajusté pour prendre en compte les caractéristiques et conditions d'attribution des actions.

Le nombre d'actions pris en compte pour valoriser les plans est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la probabilité de présence des bénéficiaires aux fins de périodes d'indisponibilité des droits.

L'avantage valorisé équivaut à une rémunération des bénéficiaires qui est donc comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

### 2.5.19 Instruments financiers dérivés

Le Groupe a émis le 1<sup>er</sup> mars 2010 des obligations au nombre de 10 788 d'une valeur nominale et d'un prix d'émission de 500€ par obligation soit un montant brut de l'émission de 5 394 000 €. La durée de vie des obligations est de 5 ans. Le taux d'intérêt annuel servi est de 8% pour la première année (périodicité annuelle des intérêts) puis de 6% pour les années suivantes augmenté d'une marge en fonction du cours moyen de l'once d'or de l'année précédente.

Les obligations émises par le Groupe contiennent un dérivé incorporé tel que défini par IAS39. Une composante Or a donc été enregistrée séparément de la composante dette. Sa juste valeur à l'initiation est enregistrée en compte d'instrument financier (dérivé ou dette) puis les variations de juste valeur constatées à chaque arrêté de comptes, sont enregistrées en compte de résultat (résultat financier). La juste valeur de la composante Or a été déterminée suivant le modèle de Black-Scholes.

Le montant résiduel a été enregistré en dette au coût amorti (enregistrement au TIE ou taux d'intérêt effectif), conformément aux principes IFRS.

Au 30 juin 2011, dans le cadre de l'accord avec COLUMBUS GOLD, le Groupe a constaté, en contrepartie des titres COLUMBUS GOLD reçus, un instrument dérivé correspondant à l'engagement d'AUPLATA de céder SOTRAPMAG, qui détient les titres miniers Paul Isnard, à terme et sous condition de dépenses par COLUMBUS GOLD.

La juste valeur de cet instrument dérivé à l'initiation est enregistrée en compte d'instrument financier (dérivé ou dette) puis les variations de juste valeur constatées à chaque arrêté de comptes, sont enregistrées en compte de résultat.

### 2.5.20 Crédit d'impôt recherche (CIR)

Conformément aux normes IAS 12 - *Impôts sur le résultat* et IAS 20 - *Subventions publiques*, les crédits d'impôt recherche sont constatés au sein du résultat opérationnel courant plutôt qu'en diminution de la charge d'impôt, s'ils ne sont pas générés par des dépenses de recherche et développement inscrites à l'actif du bilan consolidé. S'ils sont générés par des dépenses de recherche et développement inscrites à l'actif du bilan consolidé, les crédits d'impôt recherche sont constatés en produits différés au passif et sont constatés en produits au rythme des amortissements futurs.

### 2.5.21 Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultent d'évènements passés, mais dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'évènements futurs incertains. Les passifs éventuels incluent également les obligations non comptabilisées car leur montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les actifs et passifs éventuels sont mentionnés dans les notes aux comptes consolidés, à l'exception des passifs éventuels repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont comptabilisés selon les critères définis par la norme IFRS3.

### 2.5.22 Engagements de retraite

Le Groupe constitue des provisions au titre des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de fin de carrière) et au titre des régimes d'avantages à long terme (médailles du travail). Cette provision pour indemnités est mise à jour annuellement, sur la base des barèmes de droits en vigueur, de l'évolution de l'assiette de calcul, des hypothèses de turn-over et de mortalité et du taux d'actualisation.

Les provisions (ou actifs) comptabilisés correspondent à la valeur actualisée de l'engagement diminuée de la juste valeur des actifs du régime et du coût des services passés et différences actuarielles non comptabilisés. Les taux d'actualisation sont arrêtés par référence à la moyenne sur 5 ans des taux sans risque.

Les écarts actuariels sont intégralement comptabilisés en capitaux propres de l'exercice au cours duquel ils sont constatés (méthode dite SORIE).

### 3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est fournie en Note 7 de l'Annexe. Les sociétés non consolidées sont les suivantes :

En K€	% contrôle	Capital <i>Capitaux propres</i>	Valeur brute des titres <i>Valeur nette des titres</i>	Chiffre d'affaires <i>Résultat net</i>	Observations
SMD	90%	1 (4,6)	0,9 0,9	N/C N/C	Non significatif

Les variations de périmètre sont les suivantes :

- COLUMBUS GOLD, participation à hauteur de 33,68% (voir Note 4.3). Cette société est consolidée par mise en équivalence à compter du 29 juin 2011, date de l'entrée en vigueur de l'accord. La mise en équivalence a été retenue du fait des engagements pris par AUPLATA dans le cadre de son accord avec COLUMBUS GOLD et de l'absence de contrôle de la société par le Groupe, celui-ci n'étant représenté ni au niveau de la direction ni au niveau du Conseil d'Administration de COLUMBUS GOLD.
- CMD9, société créée fin 2010 et consolidée qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### 4 NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

#### 4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

##### 4.1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

En K€	Valeurs brutes	30/06/2011 Amortissements/p ertes de valeur	Valeurs nettes	30/06/2010 Valeurs nettes	31/12/2010 Valeurs Nettes
Frais de recherche minière	757		757	454	541
Droits miniers	46 973	307	46 667	24 786	46 708
Autres immobilisations incorporelles					
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>47 730</b>	<b>307</b>	<b>47 424</b>	<b>25 240</b>	<b>47 249</b>
Terrains	868	549	319	281	288
Constructions	5 450	3 501	1 949	2 523	2 286
Installations techniques, matériels et outillages industriels	9 898	8 171	1 727	2 694	2 150
Autres immobilisations corporelles	1 069	877	192	180	174
Immobilisations corporelles en cours	3 662		3 662	1 027	2 188
Avances et acomptes				2	200
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>20 948</b>	<b>13 100</b>	<b>7 848</b>	<b>6 707</b>	<b>7 286</b>

Le poste immobilisations incorporelles par titre minier s'analyse comme suit au 30/06/2011:

En K€	Valeurs brutes	Amortissements / pertes de valeur	Valeurs nettes
Dieu Merci	1 410	30	1 380
Courrière	171	-	171
Yaou	8 369	105	8 264
Dorlin	7 900	-	7 900
Paul Isnard	21 600	-	21 600
Bon Espoir	8 281	172	8 109
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>47 730</b>	<b>307</b>	<b>47 424</b>



#### 4.1.2 Flux d'immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs brutes)

En K€	Ouverture	Variation péri-mètre	Augmen- tations	Diminutions	Autres mvts	Clôture
Frais de recherche minière	541	-	216	-	-	757
Droits miniers	46 903	-	70	-	-	46 973
Autres immobilisations incorporelles						
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>47 444</b>	<b>-</b>	<b>286</b>	<b>-</b>		<b>47 730</b>
Terrains	766	-	-	-	102	868
Terrains - crédit-bail		-	-	-		
Constructions	5 437	-	13	-	-	5 450
Constructions - crédit-bail		-	-	-		
Installations techniques	6 861	-	368	-	531	7 761
Installations techniques - crédit-bail	2 754	-	135	752		2 137
Autres immo. corporelles	1015	-	67	14	-	1 069
Immobilisations corporelles en cours	2 505	-	1 791	-	(633)	3 662
Avances et acomptes	200	-	-	200	-	-
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>19 539</b>	<b>-</b>	<b>2 375</b>	<b>966</b>	<b>-</b>	<b>20 948</b>

#### 4.1.3 Flux d'amortissements et de pertes de valeur des actifs incorporels et corporels

En K€	Ouverture	Variation péri-mètre	Dotations	Reprises	Diminutions	Autres mvts	Clôture
Frais de recherche minière	-	-	-	-	-	-	-
Droits miniers	195	-	112	-	-	-	307
Autres immobilisations incorporelles							
<b>Total amortissements immos. incorporelles</b>	<b>195</b>	<b>-</b>	<b>112</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>307</b>
Terrains	478	-	72	-	-	-	550
Terrains - crédit-bail		-	-	-	-	-	
Constructions	3 152	-	350	-	-	-	3 501
Constructions - crédit-bail		-	-	-	-	-	
Installations techniques	5 154	-	881	-	-	317	6 351
Instal techniques - crédit-bail	2 312	-	260	752	-	-	1 820
Autres immos. corporelles	841	-	50	14	-	-	877
Immobilisations corporelles en cours	317	-	-	-	-	(317)	-
<b>Total amortissements immos. corporelles</b>	<b>12 253</b>	<b>-</b>	<b>1 613</b>	<b>766</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 100</b>

#### 4.2 Autres actifs financiers

En K€	30/06/2011 Net	30/06/2010 Net	31/12/2010 Net
Prêts	-	-	-
Dépôts et cautionnements	236	41	252
Autres immobilisations financières	-	-	-
<b>Totaux prêts et créances</b>	<b>236</b>	<b>41</b>	<b>252</b>

#### 4.3 Titres de participation mis en équivalence

Les titres mis en équivalence correspondent aux 34% de titres COLUMBUS GOLD reçus. Leur valorisation sur la base du cours de bourse du 29 juin 2011 de 16,2 M€ comprend un écart d'acquisition pour 9,2 M€

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

En K€	Ouverture	Entrée	Résultat 2011	Juste valeur	Autres	Clôture
COLUMBUS GOLD	-	16 176	(5)	-	43	16 214
<b>Totaux</b>	<b>-</b>	<b>16 176</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>43</b>	<b>16 214</b>

#### 4.4 Stocks et encours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

En K€	30/06/2011		Valeurs nettes	30/06/2010	31/12/2010
	Valeurs brutes	Pertes de valeur			
Matières premières	420	-	420	481	363
En cours	-	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	289	-
Marchandises	-	-	-	-	-
<b>Totaux Stock et encours</b>	<b>420</b>	<b>-</b>	<b>420</b>	<b>770</b>	<b>363</b>



#### 4.5 Autres actifs non courants et courants

En K€	30/06/2011		30/06/2010	31/12/2010
	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Comptes courants débiteurs	-	-	-	-
<b>Totaux autres débiteurs non courants</b>	-	-	-	-
Avances et acomptes versés	87	-	87	26
Débiteurs divers	7	-	7	3
Autres débiteurs	332	-	332	159
Comptes courants débiteurs	-	-	-	64
Charges constatées d'avance	19	-	19	23
<b>Totaux autres débiteurs courants</b>	<b>445</b>	<b>-</b>	<b>445</b>	<b>275</b>

#### 4.6 Impôts sur les sociétés

##### 4.6.1 Ventilation de la charge d'impôt

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Impôts différés	(2 938)	111	53
Impôts exigibles	-	-	-
<b>Charge d'impôt</b>	<b>(2 938)</b>	<b>111</b>	<b>53</b>

Une charge d'impôts différés de 2.830 K€ a été constatée au 30 juin 2011 en raison du changement induit par la seconde loi de Finances du 19 septembre 2011. (cf commentaires dans le rapport d'activité).

##### 4.6.2 Ventilation des impôts différés par nature

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Décalages temporaires	-	-	-
Déficits reportables	-	-	-
<b>Total impôts différés actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Décalages temporaires	19 594	12 206	19 440
Déficits reportables	(8 277)	(10 699)	(11 061)
<b>Total impôts différés passif</b>	<b>11 317</b>	<b>1 507</b>	<b>8 379</b>

##### 4.6.3 Dettes et créances d'impôt

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Créance d'impôt (Crédit Impôt Recherche)	292	236	361
Impôt exigible	-	-	-
<b>Créance / (dette) d'impôt nette</b>	<b>292</b>	<b>236</b>	<b>361</b>

#### 4.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
VMP	1 262	3 902	1 957
Disponibilités	2 406	72	402
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>3 667</b>	<b>3 974</b>	<b>2 359</b>
Concours bancaires	(19)	-	-
<b>Totaux</b>	<b>3 648</b>	<b>3 974</b>	<b>2 359</b>

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des SICAV de trésorerie.

#### 4.8 Actifs destinés à la vente

Au 30 juin 2011, le Groupe ne détient pas d'actifs non courants en vue de la vente au regard d'IFRS 5.

#### 4.9 Capitaux propres

Au 30 juin 2011, le capital social de la société AUPLATA s'élève à 4 650 124,75 € constitué de 18 600 499 actions de 0.25 € de nominal chacune, totalement libérées.

#### 4.9.1 Évolution du capital

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital en K€
Capital au 31/12/2008	12 231 975	3 058
Capital au 31/12/2009	15 828 747	3 957
Capital au 31/12/2010	17 052 202	4 263
Capital au 30/06/2011	18 600 499	4 650

#### 4.9.2 Actionnariat

	30 juin 2011				31 décembre 2010			
	Actions	% Droits de vote		%	Actions	% Droits de vote		%
Pelican Venture (Famille GORGÉ)	1 835 183	9,87%	3 108 822	15,28%	1 608 595	9,43%	3 058 713	16,19%
Christian Aubert (Directement et indirectement via Auluxe)	600 009	3,23%	600 018	2,95%	600 009	3,59%	600 018	3,18%
Hydrosol	471 557	2,54%	908 632	4,47%	471 557	2,77%	820 397	4,34%
Alyse Venture	653 136	3,51%	653 136	3,21%	813 141	4,77%	813 146	4,30%
Public	15 040 613	80,86%	15 074 055	74,09%	13 558 900	79,51%	13 601 863	71,99%
<b>Total</b>	<b>18 600 499</b>	<b>100 %</b>	<b>20 344 665</b>	<b>100 %</b>	<b>17.052.202</b>	<b>100 %</b>	<b>18 894 137</b>	<b>100 %</b>

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres actionnaires que ceux mentionnés ci-dessus, détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote du Groupe.

#### 4.10 Paiements en actions

Type de plan	BSA	BSAR	AGA	AGA	AGA
Date de mise en place	21/12/2006	01/03/2010	21/12/2006	06/01/2010	26/10/2010
Nombre de bénéficiaires	1 personne et 1 société	Ensemble des actionnaires	8	1	8 dont 1 résidant à l'étranger
Support Actions					
Nombre d'actions potentielles	130000	17 006 938	84 000	50 000	220 000
Levée d'options sur l'exercice / attributions définitives	-	271 584	-	-	-
Solde des actions potentielles	130 000	16 735 354	84.000	50 000	220 000
Début de la période d'exercice / d'acquisition	N/A	N/A	N/A		
Fin de la période d'exercice / date d'acquisition	N/A	N/A	N/A		
Prix de souscription	N/A	N/A	N/A	3,96 €	3,18 €
Valeur des options en K€	-	-	-	50 K€	110 K€

Le plan d'attribution gratuite d'actions mis en place par le Groupe en Octobre 2010 concerne certains salariés de l'entreprise. Les actions sont attribuées selon un critère de performance sur les exercices 2010 et 2011.

#### 4.11 Résultat par action

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Nombre moyen pondéré d'actions	17 826 351	16 430 715	16 440 475
Dividende par action versé au titre de l'exercice	-	-	-
<b>Résultat par action, en euros</b>	<b>(0,174)</b>	<b>0,309</b>	<b>0,983</b>
<b>Résultat par action des activités poursuivies, en euros</b>	<b>(0,174)</b>	<b>0,309</b>	<b>0,983</b>
Actions potentielles dilutives	190 000	50 000	210 000
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	18 016 351	16 480 715	16 650 475
<b>Résultat par action dilué, en euros</b>	<b>(0,172)</b>	<b>0,308</b>	<b>0,970</b>
<b>Résultat par action dilué des activités poursuivies, en euros</b>	<b>(0,172)</b>	<b>0,308</b>	<b>0,970</b>

## 4.12 Variation des provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Autres mvts	Ecarts de conv.	Clôture
<b>Non courant</b>							
pour retraites	24	-	4	-	-	-	28
<b>Sous-totaux non courant</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>
<b>Courant</b>							
Pour litiges	187	-	157	187	-	-	157
Pour remises en état	1 552	-	945	1 202	-	-	1 295
Pour travaux restant à effectuer	-	-	-	-	-	-	-
Pour amendes et pénalités	-	-	-	-	-	-	-
Pour autres risques et charges	2	-	-	-	-	-	2
<b>Sous-totaux courant</b>	<b>1 742</b>	<b>-</b>	<b>1 102</b>	<b>1 389</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 454</b>
<b>Totaux</b>	<b>1 766</b>	<b>-</b>	<b>1 106</b>	<b>1 389</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 482</b>

## 4.13 Instruments financiers dérivés

En K€	30/06/2011	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	dont inférieure à 5 ans	dont supérieure à 5 ans
Composante or emprunt obligataire <sup>(1)</sup>	764	-	764	764	-
Valeur option achat SOTRAPMAG <sup>(2)</sup>	14 213	-	14 213	14 213	-
<b>Totaux Instruments financiers dérivés</b>	<b>14 977</b>	<b>-</b>	<b>14 977</b>	<b>14 977</b>	<b>-</b>

<sup>(1)</sup> Une composante or a été enregistrée séparément de la composante dette. Sa juste valeur est enregistrée en instrument financier dérivé. La variation de cette juste valeur, (11) K€ pour le 30 juin 2011, est constatée en résultat financier.

<sup>(2)</sup> En date du 30 novembre 2010, le Groupe AUPLATA a signé avec la société COLUMBUS GOLD un accord d'option portant les titres miniers Paul Isnard détenus par la société SOTRAPMAG, en contrepartie d'un engagement de dépenses de la part de Columbus et d'une prise de participation du Groupe AUPLATA dans le capital de COLUMBUS. Cet accord prévoit qu'AUPLATA cédera à COLUMBUS GOLD dans un délai maximum de deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord, soit a priori en date du 29 juin 2013, 51% des actions de la société SOTRAPMAG sous condition de dépenses d'exploration par COLUMBUS GOLD d'un montant de 7 MUSD, le solde des actions étant transféré dans un délai maximum de quatre ans après l'entrée en vigueur de l'Accord, soit a priori en date du 29 juin 2015 sous condition de la réalisation par COLUMBUS GOLD d'une étude de faisabilité bancaire selon les normes canadiennes NI 43-101. Au 30 juin 2011, Le Groupe AUPLATA détient un instrument financier dérivé correspondant à la cession conditionnelle de SOTRAPMAG contre une émission de 30 276 266 actions COLUMBUS GOLD au profit du Groupe.

## 4.14 Emprunts et dettes financières

### 4.14.1 Variation des emprunts et dettes financières

En K€	Ouverture	Variation périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres Mvts	Ecarts de conv.	Clôture
Retraitement des crédits-baux	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire	5 123	-	-	201	-	-	4 922
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 421	-	114	526	-	-	1 009
Dettes Financières	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières diverses	-	-	-	-	-	-	-
Dette participation des salariés	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	19	-	-	-	19
<b>Totaux dettes financières</b>	<b>6 544</b>	<b>-</b>	<b>133</b>	<b>727</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 950</b>

### 4.14.2 Échéancier des emprunts et dettes financières

En K€	30/06/2011	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	dont inférieure à 5 ans	dont supérieure à 5 ans
Retraitement des crédits-baux	-	-	-	-	-
Emprunt obligataire	4 922	189	4 733	4 733	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 009	895	114	114	-
Autres dettes financières diverses	-	-	-	-	-
Dettes Financières	-	-	-	-	-
Dette participation des salariés	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	19	19	-	-	-
<b>Totaux dettes financières</b>	<b>5 950</b>	<b>1 104</b>	<b>4 846</b>	<b>4 846</b>	<b>-</b>

## 4.15 Emprunts obligataires

En K€	Nominal dette coût amorti	Calcul des intérêts au TIE	Intérêts payés	Flux de remboursement	Différentiel TIE / coupons payés
01/03/2010	4 733				
01/03/2011	4 733	467	431		35
01/03/2012	4 768	467	324		143
01/03/2013	4 911	470	324		147
01/03/2014	5 058	484	324		161
01/03/2015	5 219	499	324	5 394	175

## 4.16 Autres passifs courants et non courants

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Fournisseurs	1 743	1 173	1 332
Fournisseurs d'immobilisations	1 067	1 067	1 067
<b>Totaux fournisseurs</b>	<b>2 810</b>	<b>2 240</b>	<b>2 399</b>
Avances et acomptes reçus	-	-	-
Dettes sociales	1 075	1 226	1 232
Dettes fiscales	91	17	87
Comptes courants créditeurs	-	4	4
Dettes diverses <sup>(1)</sup>	1 597	2	750
Produits différés	-	82	-
Autres	-	-	-
<b>Totaux des autres passifs courants</b>	<b>2 763</b>	<b>1 332</b>	<b>2 073</b>
Autres passifs non courants	-	-	-
<b>Totaux autres passifs non courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Impôt exigible	-	-	-

<sup>(1)</sup> Au 30 juin 2011, les dettes diverses incluent notamment une indemnité à verser de 724 K€ ainsi qu'un complément de prix conditionnel de 750 K€ dans le cadre de l'acquisition de SOTRAPMAG.

## 4.17 Engagements et passifs éventuels

Les engagements du Groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2010 n'ont pas évolué de façon significative.

## 4.18 Ventilation du chiffre d'affaires

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Ventes d'or	4 731	2 692	7 258
Prestations de services	154		
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>4 885</b>	<b>2 692</b>	<b>7 258</b>

## 4.19 Production immobilisée

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Production immobilisée	1 849	737	2 723

La production immobilisée correspond à des immobilisations produites par la Société au cours de l'exercice à partir de ressources consistant essentiellement en matériaux, utilisation des équipements et de la main d'œuvre. Elle est principalement constituée de l'immobilisation du démonstrateur en cuves agitées dans le cadre du développement du procédé au thiosulfate de sodium, de travaux de remise en état et d'aménagement de l'usine d'Élysée et du Camp Citron sur le site de Paul Isnard, de travaux d'exploration, ainsi que d'aménagements et de travaux sur les mines de Dieu-Merci et Yaou.

## 4.20 Charges d'exploitation

### 4.20.1 Ventilation des achats consommés

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Achats matières premières & autres approvisionnements.	1 642	724	1 595
Variation stocks matières premières & aut. approvisionnements	(57)	6	124
Achats de marchandises	196	61	449
Achats de sous-traitance	36		4
Achats non stockés, matériel et fournitures	295	184	435
Autres services extérieurs	520	811	1 124
Autres charges externes	1 483	662	1 556
<b>Totaux</b>	<b>4 116</b>	<b>2 448</b>	<b>5 286</b>

#### 4.20.2 Autres charges d'exploitation nettes des produits

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Résultat sur opérations de gestion	(2)	15	12
Cessions d'actifs	15	(11)	(10)
Autres <sup>(1)</sup>	1 269	1 072	1 152
<b>Totaux</b>	<b>1 283</b>	<b>1 076</b>	<b>1 153</b>

(1) Au 30 juin 2011, ce poste inclut une indemnité à verser de 724 K€(voir note 4.16), ainsi qu'un produit de 1 963 K€ attaché à la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé correspondant à l'engagement d'AUPLATA de céder SOTRAPMAG. Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010 ce poste comprenait un profit de 1 067 K€lié à la certitude acquise qu'une dette était devenue sans objet compte tenu de la stratégie du Groupe.

#### 4.21 Dotations et reprises aux amortissements et provisions

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Dotations aux amortissements et provisions			
- immobilisations incorporelles	112	40	51
- immobilisations corporelles	1 265	1 120	2 627
- immobilisations en crédit-bail	268	461	808
<b>Sous-totaux</b>	<b>1 644</b>	<b>1 620</b>	<b>3 486</b>
Dotations aux provisions nettes des reprises			
- stocks et encours	-	-	-
- actif circulant	-	-	-
- risques et charges	(284)	52	31
<b>Sous-totaux</b>	<b>(284)</b>	<b>52</b>	<b>31</b>
<b>Totaux dotations nettes aux amortissements et provisions</b>	<b>1 360</b>	<b>1 672</b>	<b>3 517</b>
Dont amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur	111	6	11
<b>Totaux amortissements et provisions, avant amortissement des incorporels reconnus à la Juste valeur</b>	<b>1 249</b>	<b>1 666</b>	<b>3 506</b>

#### 4.22 Coût de l'endettement

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Intérêts et charges assimilés	(256)	(72)	(883)
Produits des autres valeurs mobilières	-	-	-
Résultat net sur cession de VMP	2	2	2
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(254)</b>	<b>(70)</b>	<b>(880)</b>
Autres intérêts et produits assimilés	3	-	4
Différence nette de change	-	-	82
Dotations financières nettes des reprises	-	-	188
<b>Total des charges et produits financiers</b>	<b>(251)</b>	<b>(70)</b>	<b>(605)</b>

#### 4.23 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

##### Détermination de la capacité d'autofinancement

En K€	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
<b>Résultat net</b>	<b>(3 098)</b>	<b>5 081</b>	<b>16 153</b>
Écarts d'acquisition négatifs	-	(6 290)	(18 676)
Dotations/reprises aux amortissements, provisions et pertes de valeur	1 360	1 672	3 329
Annulation des plus et moins-values sur actions propres	-	-	-
Autres	(3)	-	(4)
Charge calculée liée aux stocks options et assimilées	159	48	144
Résultat des sociétés mises en équivalence	5	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées	-	-	-
Dividendes à recevoir des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Plus et moins-value de cessions	(15)	11	10
<b>Capacité d'autofinancement avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts</b>	<b>(1 591)</b>	<b>523</b>	<b>956</b>
Coût de l'endettement financier net	254	70	880
Charge d'impôts différés	2 938	(53)	(53)
<b>Capacité d'autofinancement après neutralisation des impôts différés et du coût de l'endettement financier net</b>	<b>1 601</b>	<b>539</b>	<b>1 784</b>
Éléments non récurrents significatifs	(1 239)	(1 067)	(1 067)
<b>Capacité d'autofinancement après neutralisation des impôts différés, du coût de l'endettement financier net et des éléments non récurrents</b>	<b>362</b>	<b>(528)</b>	<b>717</b>

#### 4.24 Notes relative aux parties liées

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants du Groupe AUPLATA ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées au cours de l'exercice avec des parties liées ont été identifiées :

<i>En K€</i>	<b>PELICAN VENTURE</b>
<b>Compte de résultat 30/06/2011</b>	<b>(94)</b>
Chiffre d'affaires	-
Autres produits	
Achats et charges externes	(94)
Résultat financier	-
Résultat des activités non poursuivies	-
<b>Bilan 30/06/2011</b>	<b>36</b>
Clients	-
Débiteurs	-
Fournisseurs	-
Créditeurs	36
Dépôts et cautionnements reçus	-

#### 4.25 Information sectorielle

##### 4.25.1 Information par groupe d'activité

Le Groupe s'organise autour d'un seul secteur relatif à l'exploitation minière d'or primaire. Ainsi, l'information relative à la norme IFRS 8 - *Secteurs opérationnels* est présentée dans l'ensemble des états financiers consolidés et de notes de l'Annexe.

##### 4.25.2 Informations par zone géographique

Le Groupe effectue des travaux d'exploration et d'exploitation des sites miniers en Guyane Française. L'intégralité de l'activité du Groupe se fait donc en France.

## 5 TABLEAUX DE PASSAGE AU 30 JUIN 2010

Les états financiers du Groupe préparés selon les normes internationales sont différents sur certains points de ceux établis selon les principes comptables français. Les principales différences sont présentées dans les tableaux suivants, ainsi que des commentaires sur certains ajustements ayant une incidence sur le résultat de l'exercice.

### 5.1 Tableau de passage du bilan consolidé principe comptable Français au bilan consolidé IFRS au 30 juin 2010

En K€	Principe Comptable Français	Ajustements relatif aux principes français	Ajustements IAS 37	Ajustements IFRS6	Ajustements IFRS 3	Autres ajustements IFRS	Total ajustements IFRS	Principe Comptable IFRS
<b>ACTIF</b>	<b>30/06/2010</b>							<b>30/06/2010</b>
<b>Actifs non courants</b>	<b>11 878</b>	<b>(7)</b>	<b>374</b>	<b>13 079</b>	<b>8 125</b>	<b>(234)</b>	<b>21 338</b>	<b>33 217</b>
Écarts d'acquisition	234					(234)	(234)	
Immobilisations incorporelles	4 061			13 079	8 100		21 179	25 240
Immobilisations corporelles	6 301	(9)	374		41		406	6 707
Immeubles de placement								
Actifs financiers : Prêts et créances	55	2			(16)			41
Actifs financiers : Titres non consolidés	1 228							1 228
Titres mis en équivalence								
Impôts différés								
Autres actifs non courants								
<b>Actifs courants</b>	<b>5 942</b>	<b>7</b>	<b>-</b>		<b>(34)</b>	<b>(203)</b>	<b>(229)</b>	<b>5 713</b>
Stocks et en-cours	770							770
Clients et comptes rattachés	456							456
Autres actifs courants	506	7			(34)	(203)	(229)	276
Créance d'impôt	236							236
Trésorerie et autres équivalents de trésorerie	3 974							3 974
<b>Actifs destinés à la vente</b>	<b>-</b>							
<b>Total de l'actif</b>	<b>17 820</b>	<b>-</b>	<b>374</b>	<b>13 079</b>	<b>8 091</b>	<b>(437)</b>	<b>21 109</b>	<b>38 929</b>
<b>PASSIF</b>								
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>5 510</b>	<b>(198)</b>	<b>374</b>	<b>13 079</b>	<b>6 523</b>	<b>(175)</b>	<b>19 605</b>	<b>25 115</b>
Capital	4 258							4 258
Primes	34 754							34 754
Réserves et résultat consolidés	(33 503)	(198)	374	13 079	6 523	(175)	19 605	(13 898)
<b>Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>	<b>-</b>							
<b>Passifs non courants</b>	<b>5 394</b>				<b>1 568</b>	<b>739</b>	<b>2 307</b>	<b>7 701</b>
Provisions					7	16	23	23
Instruments financiers dérivés						429	429	429
Dettes financières à plus d'un an	5 394					348	348	5 742
Impôts différés					1 561	(54)	1 507	1 507
Autres passifs non courants								
<b>Passifs courants</b>	<b>6 917</b>	<b>198</b>				<b>(1 001)</b>	<b>(803)</b>	<b>6 113</b>
Provisions	1 225	198				(3)	195	1 419
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	2 119					(998)	(998)	1 121
Fournisseurs et comptes rattachés	2 340							2 240
Autres passifs courants	1 332							1 332
Impôt exigible								
<b>Passifs lié à des actifs destinés à la vente</b>	<b>-</b>							
<b>Total du passif</b>	<b>17 820</b>	<b>-</b>	<b>374</b>	<b>13 079</b>	<b>8 091</b>	<b>(437)</b>	<b>21 109</b>	<b>38 929</b>

## 5.2 Tableau de passage du Compte de Résultat consolidé principe comptable Français au compte de résultat consolidé IFRS au 30 juin 2010

En K€	Principe Comptable Français 30/06/2010	Ajustements relatif aux principes français	Ajustements IAS 37	Ajustements IFRS6	Ajustements IFRS 3	Autres ajustements IFRS	Total ajustements IFRS	Principe Comptable IFRS 30/06/2010
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 692</b>							<b>2 692</b>
Production immobilisée	737							737
Production stockée	241							241
Autres produits d'activité								
Achats consommés	(2 709)	7				253	260	(2 448)
Charges de personnel	(1 811)					(8)	(8)	(1 819)
Impôts et taxes	(56)							(56)
Dotations aux amortissements	(1 904)	(12)	(4)	201		47	232	(1 672)
Écarts d'acquisition					6 290		6 290	6 290
Autres produits d'exploitation	1 412					(294)	(294)	1 118
Autres charges d'exploitation	(42)							(42)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(1 440)</b>	<b>(5)</b>	<b>(4)</b>	<b>201</b>	<b>6 290</b>	<b>(2)</b>	<b>6 482</b>	<b>5 040</b>
Pertes de valeur des écarts d'acquisition								
Coûts de restructuration								
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(1 440)</b>	<b>(5)</b>	<b>(8)</b>	<b>201</b>	<b>6 290</b>	<b>(2)</b>	<b>6 482</b>	<b>5 040</b>
Charge d'endettement financier brut	(40)					(32)	(32)	(72)
Rémunération de la trésorerie	2							2
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>(38)</i>					<i>(32)</i>	<i>(32)</i>	<i>(70)</i>
Autres charges et produits financiers	-							-
<b>Résultat courant</b>	<b>(1 478)</b>	<b>(5)</b>	<b>(4)</b>	<b>201</b>	<b>6 290</b>	<b>(32)</b>	<b>6 450</b>	<b>4 970</b>
Impôt sur le résultat	58					53	53	111
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence								
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(1 420)</b>	<b>(5)</b>	<b>(4)</b>	<b>201</b>	<b>6 290</b>	<b>21</b>	<b>6 503</b>	<b>5 081</b>
Résultat net des activités non poursuivies	-							-
<b>Résultat net</b>	<b>(1 420)</b>	<b>(5)</b>	<b>(4)</b>	<b>201</b>	<b>6 290</b>	<b>21</b>	<b>6 503</b>	<b>5 081</b>
Dont Résultat des intérêts ne conférant pas le contrôle								
Dont Résultat net part du Groupe	(1 420)	(5)	(4)	201	6 290	22	6 503	5 081

## 6 AUTRES NOTES

### 6.1 Effectifs

	30/06/2011	30/06/2010	31/12/10
Effectifs à fin d'exercice	93	87	106

### 6.2 Rémunération des mandataires sociaux

Aucune rémunération n'a été versée sur l'exercice.

### 6.3 Faits exceptionnels

Néant.



## 7 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Sociétés	Société mère au 30/06/2011	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode		
		30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	
<i>Société consolidante</i>								
AUPLATA SA		Top	Top	Top	Top	IG	IG	
<i>Filiales</i>								
SMYD	AUPLATA SA	100%	100%	100%	100%	IG	IG	
ARMINA	AUPLATA SA	100%	100%	100%	100%	IG	IG	
CMD 9	AUPLATA SA	100%	-	100%	-	IG	-	
SOTRAPMAG	AUPLATA SA	100%	100%	100%	100%	IG	IG	
COLUMBUS GOLD	AUPLATA SA	34%	-	34%	-	MEQ	-	